



Paris, le 31 octobre 2010

## Communiqué de presse du SIA

### *Les élèves sont-ils encore au centre du système éducatif ?*

La nouvelle réforme de la formation des maîtres a oublié les élèves ! En plus d'avoir dans certaines disciplines un enseignant débutant non formé, qui apprend en marchant, surchargé et peut-être épuisé au fil de l'année, certaines classes pourront voir défiler différents profils de professeurs : titulaires sur zone de remplacement (TZR), contractuels ou vacataires.... Elles auront peut-être même un étudiant en deuxième année de Master encore moins préparé que leur enseignant stagiaire. Certes la continuité du service public sera sauve, mais que dire de la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves ?

Aux yeux de certains hauts responsables de l'Éducation nationale, il ne serait pas difficile d'enseigner, de tenir une classe, de faire apprendre aux élèves (!?). D'ailleurs, la note de service parue au BOEN n°37 du 14 octobre 2010 relative à l'amélioration du dispositif de remplacement des personnels enseignants dans les établissements d'enseignement du second degré public le confirme : « *les étudiants en Master 2 volontaires peuvent également être mobilisés dans le cadre de leur stage en responsabilité. S'agissant des TZR, [...] leur affectation pour effectuer des remplacements dans des disciplines connexes ne peut qu'être encouragée* ». La bivalence est donc réintroduite faisant fi de la formation pédagogique disciplinaire ! On pourrait même se demander s'il est vraiment nécessaire d'avoir un Master (Bac + 5), le C2i2E (certificat informatique et internet de niveau 2 « enseignant »), le CLES 2 (certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur de deuxième degré) et un CAPES pour « simplement » enseigner.

L'exemple la Finlande (formation des enseignants longue, de haut niveau, et tout au long de la vie) est pourtant très souvent cité dans les couloirs de la rue de Grenelle. Or que constatons nous en France : un nombre de suppressions de postes tel qu'il nécessite l'appel à des ressources humaines peu qualifiées et non formées et une formation continue réduite à peau de chagrin. Où est la cohérence dans tout cela ?

Dans ce contexte, les Inspecteurs d'académie, chargés de porter les réformes en cours, ne peuvent plus trouver d'arguments crédibles pour expliquer le bien fondé de dispositions qui ne vont pas dans l'intérêt de l'élève, de ses apprentissages et de la qualité de l'enseignement qui lui est dû.

Le malaise est profond car la préoccupation de notre ministère n'est plus la pédagogie, la didactique des disciplines... L'évolution de nos missions en atteste, ne nous plaçant plus au cœur de l'acte pédagogique, dans la classe. Pourtant c'est bien là que tout se joue pour l'élève. Ses difficultés se traitent d'abord dans la classe. Et cela nécessite une réelle expertise chez les enseignants, qui ne s'improvise pas !

On ne peut réduire les réformes au seul objectif de la diminution de la dette de l'État. S'il est

dans notre Ministère un seul facteur commun, c'est l'élève. C'est lui qui fera la société de demain. D'ailleurs, l'actualité nous le rappelle. L'engagement des lycéens dans le mouvement social d'aujourd'hui n'est que l'expression d'un malaise qui les touche également : celui de l'inquiétude face à une série de mesures prises sans concertation dont ils perçoivent les effets pour demain et pour eux.

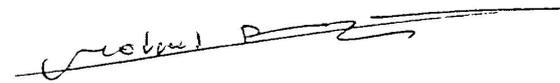
Le SIA avait déjà attiré, sans succès, l'attention du ministre discrètement dès janvier 2010, puis publiquement au printemps sur les difficultés qui s'annonçaient.

Cette surdité a même poussé l'Inspection générale à laisser filtrer — fait exceptionnel — des informations issues de son rapport au Ministre sur la rentrée scolaire pour alerter l'opinion publique sur le risque de dégradation du service public de l'Éducation nationale.

C'est pour les élèves et leur réussite que nous assumons nos missions avec engagement et loyauté. Si les mesures mises en place aujourd'hui par le Ministère concourent à la réduction de la dette publique, elles ne garantissent plus la qualité du service public d'éducation.

Aujourd'hui, dans l'Éducation nationale, l'élève ne semble plus être au centre du système !

Le secrétaire général



Robert PROSPERINI